

# L'observatoire de la Fracturation hydraulique

## 344 forages en cours aux Etats-Unis

+ 21 par rapport à juin 2016  
- 306 par rapport à juillet 2015

Dont **61** pour la production de gaz et **283** de pétrole



## Rendement des nouveaux puits

Pétrole

Gaz

**548** barils/jour/puits

**81700** m<sup>3</sup>/jour/puits

**+30%** par rapport à juillet 2015

**+19%** par rapport à juillet 2015



## 4 nouvelles faillites en juin

Dont Triangle Petroleum Co. (chiffre d'affaires 2015 : 702M\$)  
Warren Ressources (CA 2015 : 89M\$)

Soit un total de **85** depuis janvier 2015



## L'analyse du mois de juin

Le prix du pétrole a atteint son plus haut point depuis 2015 au début du mois avant de repartir à la baisse : le WTI qui dépassait les 51\$ par baril le 8 juin se trouve aujourd'hui aux alentours de 45\$. Ce niveau relativement élevé explique une reprise encore timide des forages. La consolidation du secteur s'est également ralentie : en juin, seules 4 faillites ont été enregistrées contre 11 le mois précédent.

Après avoir réalisé d'important gains de productivité, les producteurs d'hydrocarbures non-conventionnels américains semblent bien placés pour retrouver leurs places de producteurs marginaux : selon Wood MacKenzie, 60% des futurs projets sont viables à 60\$/bbl contre seulement 20% pour le pétrole off-shore. Comme ces ressources peuvent être développées rapidement, il est peu probable que le prix des hydrocarbures repasse durablement au dessus des coûts d'exploitation des gaz et pétrole non conventionnels américains.

### Sources :

Baker Hughes Rig Count, 15/07/16 (nombre de forages horizontaux)

EIA Drilling Productivity Report, 12/07/16

Haynesboone Oil Patch Bankruptcy Monitor, 30/06/16



Le 22 juin, un juge fédéral du Wyoming a invalidé la réglementation édictée en 2015 par l'administration américaine pour réglementer la fracturation hydraulique sur les terrains publics. Cette décision est la conséquence d'un amendement du Safe Drinking Water Act de 2005 qui a retiré à l'EPA sa compétence en matière de fracturation hydraulique.

Le 24 juin, l'Allemagne a voté l'interdiction de la fracturation des roches argileuses. Les forages expérimentaux et l'exploitation des gaz de réservoir compact (pratiquée depuis une trentaine d'année dans le pays) restent autorisés.

Aux Etats-Unis, l'état du Massachussetts a également adopté un moratoire de 10 ans sur la fracturation hydraulique.



Deux méthaniers partis du terminal **Cheniere Energy** en Louisiane ont livré du gaz américain au Koweït et à Dubaï. Ce renversement inédit des routes commerciales s'explique par le dynamisme des gaz non-conventionnels aux Etats-Unis mais également par les sous-investissements aux Moyen Orient et par le développement récent des infrastructures de liquéfaction : le terminal de Sabine Pass n'a expédié sa première livraison qu'en février.

## Focus

Selon un décompte de Bloomberg, près de 10 milliards de baril de « réserves prouvées » ont disparu aux Etats-Unis.

En effet, selon les normes comptables édictées par la **SEC**, l'équivalent américain de l'Autorité des Marchés Financiers, une ressource en hydrocarbure n'est considérée comme prouvée que si elle peut être exploitée de façon profitable. Jusqu'à l'année dernière, la formule utilisée par la SEC pour évaluer cette rentabilité prenait comme hypothèse un prix du baril à 95\$. Ce chiffre a été abaissé à 50\$ en 2016, ce qui a entraîné la requalification de nombreuses réserves prouvées en réserves probables.

Par ailleurs les réserves prouvées doivent pouvoir être exploitées dans un délai de 5 ans après leur inscription au bilan de l'entreprise. Là encore, la baisse des cours et le resserrement du crédit ont entraîné l'effacement de réserves prouvées.

Dans une autre affaire, la SEC poursuit le PDG et les principaux dirigeants de **Breitling Energy**. Ceux-ci sont accusés d'avoir trompé les investisseurs en surévaluant la valeur de leurs réserves de pétrole et de gaz.

Les réserves jouent un rôle central dans la valorisation des producteurs d'hydrocarbure. Ces deux affaires illustrent la difficulté d'une évaluation rigoureuse et les vulnérabilités financières et juridiques qui en découlent.